

Art. 16. Dit decreet treedt in werking op 1 juli 1993 met uitzondering van de artikelen 1 tot 4 die op 1 januari 1993 uitwerking hebben, van de artikelen 10 tot 12 die op 1 september 1993 in werking treden, van artikel 13 dat op 1 februari 1993 uitwerking heeft en van artikel 14 dat op 1 september 1992 uitwerking heeft.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 27 december 1993.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Sociale Zaken, Gezondheid en Toerisme,

L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek
en Internationale betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs, de Audiovisuele Sector en het Openbaar Ambt,

E. DI RUPO

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 474

[C — 27074]

2 DECEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon établissant les conditions d'octroi de l'intervention de la Région dans le financement d'un programme de rénovation, d'amélioration ou d'entretien des logements gérés par les sociétés agréées par la Société régionale wallonne du Logement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, notamment les articles 6, 12, 32 et 33;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment les articles 55 à 58;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions;

Vu l'avis donné par le conseil d'administration de la Société régionale wallonne du Logement le 4 octobre 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la Société régionale wallonne du Logement et les sociétés agréées par elle doivent être mises sans délai en mesure d'assurer leur objet dans le cadre de leur programme 1993 de travaux par la mise à disposition des crédits inscrits en leur faveur au budget 1993;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

- le Ministre : le Ministre ayant le logement dans ses attributions;
- la Société régionale : la Société régionale wallonne du Logement;
- la société : la société immobilière de service public agréée par la Société régionale wallonne du Logement;
- le programme : la liste des opérations de rénovation, d'amélioration ou d'entretien des logements gérés par les sociétés.

Art. 2. Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne et aux conditions fixées par le présent arrêté, la Région peut intervenir par une dotation partielle en capital dans le financement d'un programme exécuté par les sociétés.

Art. 3. § 1er. La dotation partielle en capital comporte deux parties :

1^o une dotation à titre principal, permettant d'équilibrer, au terme de la période de remboursement des prêts octroyés aux sociétés, les recettes de la Société régionale constituées par les remboursements des sociétés et les produits financiers présumés, et les dépenses de la Société régionale afférentes aux remboursements des emprunts;

2^o une dotation à titre supplémentaire, destinée à couvrir le risque de hausse du taux de référence des emprunts.

§ 2. La dotation partielle en capital est liquidée en une seule fois à la Société régionale, à l'approbation du programme par le Gouvernement wallon.

Art. 4. La Société régionale assure le financement complémentaire à la dotation partielle en capital par le produit d'emprunts garantis par la Région wallonne.

Art. 5. § 1er. La Société régionale arrête un règlement des avances disposant :

- du montant des avances;
- du montant du remboursement;
- des annuités, du taux annuel de leur progression et de leur prise de cours;
- de la déduction des intérêts.

Les modalités de remboursement prennent en compte la capacité financière de la société, et le taux de rendement brut du programme attribué à la société, tels qu'ils sont déterminés en annexe au programme d'investissement.

§ 2. Le règlement des avances visé au § 1er est soumis à l'approbation du Gouvernement wallon.

Art. 6. Par programme, la Société régionale établit un décompte annuel et un décompte final justifiant l'utilisation de la dotation partielle en capital.

Art. 7. Afin de permettre aux sociétés de réaliser le programme, la Société régionale leur octroie des prêts :

— d'une durée de vingt-cinq ans pour :

- * les travaux de rénovation lourde réalisés en entreprise générale ou équivalent;
- * les travaux de rénovation partielle tels que :
 - * modernisation des installations électriques;
 - * installation d'une salle de bain et d'un WC ou modernisation des installations sanitaires;
 - * adaptation de la surface habitable;
 - * travaux de réfection des toitures (charpentes, couvertures et isolation) — remplacement d'une toiture plate par une toiture à versants;
- d'une durée de quinze ans pour tous travaux de rénovation légère, parmi lesquels :
 - * travaux d'installation ou de renouvellement du chauffage (y compris les chaudières);
 - * installations et renouvellement de production et de distribution d'eau chaude;
 - * réfections ou renouvellements des toitures plates;
 - * zingueries, ...;
 - * étanchéité et isolation thermique de l'enveloppe du bâtiment;
 - * travaux destinés à réduire les charges locatives.

— d'une durée de cinq ans pour les travaux d'entretien effectués par les sociétés ayant signé une convention d'assainissement en exécution de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 décembre 1987 établissant les conditions d'octroi d'une assistance financière de la Région wallonne et d'élaboration et d'exécution des plans d'assainissement des sociétés agréées par la Société régionale wallonne du Logement, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 septembre 1988 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 novembre 1993 ou par les sociétés en difficulté structurelle désignées par le Gouvernement.

Le montant de ces prêts couvre les honoraires des architectes et des ingénieurs, les travaux de rénovation, d'amélioration ou d'entretien de logements et de leurs dépendances ainsi que tous les frais généralement quelconques s'y rapportant, dans la limite du programme attribué aux sociétés.

Art. 8. L'approbation des résultats d'adjudication doit avoir lieu dans un délai de deux ans à dater de la notification du programme à la société.

Art. 9. La Société régionale comptabilise les soldes éventuels dégagés lors de l'exécution des programmes. Le Ministre peut les affecter à la réalisation de nouveaux projets, sur proposition de la Société régionale.

Art. 10. Le Ministre ayant le logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1er décembre 1993.

Namur, le 2 décembre 1993.

Le Président du Gouvernement,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS
Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,
R. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94. — 474

[C — 27074]

2. DEZEMBER 1993. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festsetzung der Gewährungsbedingungen der Beteiligung der Wallonischen Region in der Finanzierung eines Renovierungs-, Verbesserungs- oder Instandhaltungsprogramms der durch die von der « Société régionale wallonne du Logement » (Regionalen Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien) anerkannten Gesellschaften verwalteten Wohnungen

Aufgrund des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der « Société régionale wallonne du Logement », insbesondere der Artikel 6, 12, 32 und 33;

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Buchführung des Staates, insbesondere der Artikel 55 bis 58;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des am 4. Oktober 1993 vom Verwaltungsrat der « Société régionale wallonne du Logement » abgegebenen Gutachtens;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, der « Société régionale wallonne du Logement » und den von ihr anerkannten Gesellschaften durch die Zurverfügungstellung der ihnen zugunsten im Haushalt 1993 eingetragenen Mittel unverzüglich die Möglichkeit zu geben, ihre Aufgabe im Rahmen ihres 1993-Arbeitsprogramms erfüllen zu können;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,

Beschließt die Wallonische Regierung :

Artikel 1. Für die Anwendung vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° « Minister » : den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

2° « regionale Gesellschaft » : die « Société régionale wallonne du Logement »;

3° « Gesellschaft » : die von der « Société régionale wallonne du Logement » anerkannte Immobiliengesellschaft öffentlichen Dienstes;

4° « Programm » : die Liste der Maßnahmen zur Renovierung, Verbesserung oder Instandhaltung der durch die Gesellschaften verwalteten Wohnungen.

Art. 2. Im Rahmen der zu diesem Zweck im Haushalt der Wallonischen Region eingetragenen Mittel und unter den durch den vorliegenden Erlaß festgesetzten Bedingungen kann sich die Wallonische Region durch eine Teilkapitaldotation an der Finanzierung eines durch die Gesellschaften durchgeführten Programms beteiligen.

Art. 3. § 1. Die Teilkapitaldotation besteht aus zwei Teilen :

1° einer Hauptdotation zur Ausgleichung, nach Ablauf der Rückzahlungsfrist der den Gesellschaften gewährten Darlehen, der Einnahmen der regionalen Gesellschaft, die aus den Tilgungen der Gesellschaften und aus den veranschlagten Finanzerträgen bestehen, und der Ausgaben der regionalen Gesellschaft, die mit der Tilgung der Anleihen verbunden sind;

2° einer zusätzlichen Dotation zur Deckung des Risikos einer Steigerung des Richtsatzes der Anleihen.

§ 2. Die Teilkapitaldotation wird der regionalen Gesellschaft bei der Genehmigung des Programms durch die Wallonischen Regierung in einem Male ausgezahlt.

Art. 4. Die regionale Gesellschaft sorgt für die Finanzierung zur Ergänzung der Teilkapitaldotation durch den Ertrag von Anleihen, die von der Wallonischen Region garantiert sind.

Art. 5. § 1. Die regionale Gesellschaft legt eine Regelung über die Vorschüsse fest, die das folgende bestimmt :

- die Höhe der Vorschüsse;
- die Höhe der Rückzahlung;
- die Annuitäten, ihre jährliche Steigerungsrate und den Tag, ab dem sie laufen;
- die Belastung mit den Zinsen.

Die Modalitäten der Rückzahlung berücksichtigen die finanzielle Leistungsfähigkeit der Gesellschaft und den Bruttoertragssatz des der Gesellschaft zugeteilten Programms, so wie sie in der Anlage des Investitionsprogramms bestimmt sind.

§ 2. Die in § 1 erwähnte Regelung über die Vorschüsse muß von der Exekutive genehmigt werden.

Art. 6. Die regionale Gesellschaft stellt pro Programm eine jährliche und eine Schlußabrechnung auf, um über die Verwendung der Teilkapitaldotation Rechenschaft anzulegen.

Art. 7. Die regionale Gesellschaft gewährt den Gesellschaften Anleihen, so daß sie das Programm durchführen können.

Diese Anleihen laufen über :

— fünfundzwanzig Jahre für :

- * die großen Renovierungsarbeiten, die durch einen einzigen Betrieb ausgeführt werden oder gleichgestellt;
- * die Teilrenovierungsarbeiten wie :
- * Modernisierung der elektrischen Anlagen;
- * Installierung eines Badzimmers und eines WC oder Modernisierung der sanitären Anlagen;
- * Anpassung der bewohnbaren Fläche;
- * Arbeiten zur Reparatur der Dächer (Tragwerk, Dachabdeckung und Isolierung) — Ersetzung eines Flachdachs durch ein Satteldach;

— fünfzehn Jahre für alle kleinen Renovierungsarbeiten, unter denen :

- * Installierungs- oder Renovierungsarbeiten der Heizanlage (einschließlich der Kessel);
- * Installierung oder Erneuerung der Produktion und der Warmwasserversorgung;
- * Reparatur oder Ersetzung der Flachdächer;
- * Verzinkungen, ...;
- * Dichtigkeit und Wärmedämmung des Gebäudemantels;
- * Arbeiten zur Verminderung der Mietnebenkosten;

— fünf Jahre für die Instandhaltungsarbeiten, die durch die Gesellschaften ausgeführt werden, die in Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 10. Dezember 1987 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung einer finanziellen Hilfe der Wallonischen Region und zur Festlegung der Bedingungen für die Ausarbeitung und für die Ausführung der Sanierungspläne der von der « Société régionale wallonne du Logement » anerkannten Gesellschaften, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. September 1988 und durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 25. November 1993, eine Sanierungsvereinbarung unterschrieben haben oder durch die von der Regierung bezeichneten Gesellschaften in strukturellen Schwierigkeiten.

Die Höhe dieser Anleihen deckt die Honorare der Architekten und der Ingenieure, die Umbau-, Renovierungs- oder Instandhaltungsarbeiten der Wohnungen und deren Nebengebäuden sowie alle meistens gewöhnlichen damit verbundenen Kosten im Rahmen des den Gesellschaften zugeteilten Programms.

Art. 8. Die Genehmigung der Zuteilungsergebnisse muß innerhalb von zwei Jahren ab der Bekanntmachung des Programms an die Gesellschaft erfolgen.

Art. 9. Die regionale Gesellschaft verbucht die eventuellen Restbeträge, die nach der Durchführung des Programms übrigbleiben.

Auf Vorschlag der regionalen Gesellschaft kann der Minister sie für die Verwirklichung neuer Projekte bereitstellen.

Art. 10. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 11. Vorliegender Erlaß tritt am 1. Dezember 1993 in Kraft.

Namur, den 2. Dezember 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAELS

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,
R. COLLIGNON

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 94 — 474

[C — 27074]

2 DECEMBER 1993. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van de tegemoetkoming van het Gewest in de financiering van een programma voor de renovatie, de verbetering of het onderhoud van woningen beheerd door de « Société régionale wallonne du Logement » (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij) erkende maatschappijen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 oktober 1984 tot instelling van de « Société régionale wallonne du Logement », inzonderheid op de artikelen 6, 12, 32 en 33;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op de artikelen 55 tot 58;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheden begroting behoort;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de « Société régionale wallonne du Logement », gegeven op 4 oktober 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de « Société régionale wallonne du Logement » en de door haar erkende maatschappijen in het kader van het werkzaamhedenprogramma 1993 onverwijld in staat moeten worden gesteld om hun doel te verwezenlijken dank zij de terbeschikkingstelling van het voor hen op de begroting 1993 uitgetrokken krediet;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- Minister : de Minister tot wiens bevoegdheden huisvesting behoort;
- Gewestelijke Maatschappij : de « Société régionale wallonne du Logement »;
- maatschappij : de door de « Société régionale wallonne du Logement » erkende publiekrechtelijke bouwmaatschappij;
- programma : de lijst van de renovatie-, verbeterings- of onderhoudswerkzaamheden uitgevoerd in de door de maatschappijen beheerde woningen.

Art. 2. Binnen de perken van het daartoe op de begroting van het Waalse Gewest uitgetrokken krediet en onder de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden kan het Gewest door de inbreng van een gedeeltelijke gelddotatie tussenkomen in de financiering van een door de maatschappijen uitgevoerd programma.

Art. 3. § 1. De gedeeltelijke gelddotatie bestaat uit twee delen :

1° een hoofdgelddotatie waarbij de uit de terugbetalingen van de maatschappijen en de veronderstelde financiële opbrengsten samengestelde ontvangsten van de Gewestelijke Maatschappij en haar uitgaven m.b.t. de terugbetalingen van de leningen in evenwicht worden gebracht, na afloop van de periode van terugbetaling van de aan de maatschappijen toegekende leningen;

2° een aanvullende gelddotatie voor de dekking van het risico verbonden aan de verhoging van de referentierente van de leningen.

§ 2. De gedeeltelijke gelddotatie wordt in één keer aan de Gewestelijke Maatschappij uitgekeerd zodra het programma is goedgekeurd door de Waalse Regering.

Art. 4. Met de opbrengst van door het Waalse Gewest gegarandeerde leningen zorgt de Gewestelijke Maatschappij voor de bijkomende financiering van de gedeeltelijke gelddotatie.

Art. 5. § 1. De Gewestelijke Maatschappij stelt een regeling van de voorschotten vast, met name i.v.m. :

- hun bedrag;
- het bedrag van de terugbetaling;
- de annuïteiten, het jaarlijkse percentage van hun ontwikkeling en van hun gangbare looptijd;
- de verschuldigde interesten.

De terugbetalingsmodaliteiten houden rekening met het financiële vermogen van de maatschappij en het bruto opbrengstpercentage van het aan de maatschappij toegewezen programma, zoals ze in de bijlage bij het investeringsprogramma zijn vastgesteld.

§ 2. De regeling van de in § 1 bedoelde voorschotten is onderworpen aan de goedkeuring van de Waalse Regering.

Art. 6. De Gewestelijke Maatschappij maakt per programma een jaarlijkse afrekening en een eindafrekening ter rechtvaardiging van de aanwending van de gedeeltelijke gelddotatie.

Art. 7. Opdat de maatschappijen het programma zouden kunnen uitvoeren, verleent de Gewestelijke Maatschappij hun toelagen :

- voor de duur van vijftientig jaar voor :
 - * grondige renovatiewerkzaamheden uitgevoerd in algemene of in een gelijkaardige aanneming;
 - * gedeeltelijke renovatiewerkzaamheden zoals :
 - * modernisering van de elektrische installaties;
 - * inrichting van een badkamer en een WC of modernisering van de sanitaire installaties;
 - * aanpassing van de bewoonbare oppervlakte;
 - * herstelling van het dakwerk (geraamte, bedekking en isolatie) — vervanging van een vlak dak door een hellend dak;
- voor de duur van vijftien jaar voor alle kleine renovatiewerkzaamheden, o.m. :
 - * installatie of vernieuwing van de verwarming (met inbegrip van de verwarmingsketels);
 - * installatie en vernieuwing van de bereiding en de voorziening van warmwater;

- * herstelling of vernieuwing van de vlakke daken;
- * zinkwerken, ...;
- * dichtheid en thermische isolatie van de bekleding van het gebouw;
- * werkzaamheden met het oog op de vermindering van de huurkosten;

— voor de duur van vijf jaar voor onderhoudswerkzaamheden uitgevoerd door de maatschappijen die een saneringsovereenkomst hebben gesloten overeenkomstig het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 december 1987 tot vaststelling van de voorwaarden inzake toekenning van een tegemoetkoming van het Waalse Gewest en inzake uitwerking en uitvoering van de saneringsplannen van de door de « Société régionale wallonne du Logement » erkende maatschappijen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 september 1988 en bij het besluit van de Waalse Regering van 25 november 1993, of door de door de Regering aangeduide maatschappijen met structurele moeilijkheden.

Het bedrag van die leningen omvat de erelonen van de architecten en de ingenieurs, de renovatie-, verbeterings- of onderhoudswerkzaamheden van woningen en hun bijgebouwen alsook alle doorgaans gebruikelijke onkosten die eraan verbonden zijn binnen de perken van het aan de maatschappijen toegewezen programma.

Art. 8. De aanbestedingsresultaten moeten worden goedgekeurd binnen een termijn van twee jaar te rekenen vanaf de mededeling van het programma aan de maatschappij.

Art. 9. De « Société régionale wallonne du Logement » neemt de bij de uitvoering van de programma's eventueel vrijgemaakte saldo's in de boeken op.

Op voorstel van de « Société régionale wallonne du Logement » kan de Minister die saldo's aanwenden voor de verwezenlijking van nieuwe projecten.

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheden huisvesting behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 december 1993.

Namen, 2 december 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAELS

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,
R. COLLIGNON

F. 94 — 475

[C — 27080]

**9 DECEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif aux agents contractuels subventionnés
affectés dans des services locaux d'accueil et d'information pour l'emploi**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi-programme du 30 décembre 1988, notamment les articles 94, 96, § 2, et 97, § 3;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 16 mars 1989 d'exécution du chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le présent arrêté doit entrer en vigueur sans tarder afin de donner d'urgence aux services locaux d'accueil et d'information pour l'emploi, les ressources financières et humaines requises pour assumer leurs missions;

Sur la proposition du Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1. « les services locaux d'accueil » : les services locaux d'accueil et d'information pour l'emploi, constitués en associations sans but lucratif travaillant dans le domaine de l'insertion socio-professionnelle et regroupant obligatoirement les pouvoirs publics locaux, le FOREm et les partenaires privés, ceux-ci étant majoritaires. L'objet de ces services est l'accueil et l'information de personnes en difficulté, en matière d'insertion ou de réinsertion professionnelle, en relation avec l'emploi en particulier;

2. « le Ministre » : le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions;

3. « FOREm » : l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Art. 2. Peuvent bénéficier des présentes dispositions les services locaux d'accueil dans la création ou la direction desquels l'autorité publique locale n'est pas prépondérante.

L'autorité publique locale joue un rôle prépondérant lorsqu'au moins deux tiers des membres du conseil d'administration des services locaux d'accueil sont des représentants de celle-ci.

Art. 3. Le Ministre peut autoriser les services locaux d'accueil à recruter des agents contractuels subventionnés en vue de leur confier les missions suivantes :

— orienter la personne en difficultés vers les services compétents selon les démarches à accomplir, vers les opérateurs de formation, vers le FOREm pour établir un bilan de sa situation et de ses connaissances professionnelles, vers le T-Service Interim du FOREm;

— effectuer un accompagnement personnalisé de l'intéressée précitée et l'aider à la rédaction d'un curriculum vitae ou d'une lettre d'accompagnement.